



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/ICEF/1998/P/L.26
30 juin 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire de 1998
8-11 septembre 1998
Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE À DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT LE FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE
DU PROGRAMME DE PAYS APPROUVÉ**

République démocratique du Congo

RÉSUMÉ

Le présent document contient une recommandation concernant le financement par prélèvement supplémentaire sur la masse commune des ressources du programme de pays approuvé pour la République démocratique du Congo, pour lequel le solde du prélèvement déjà approuvé n'est pas suffisant pour financer le programme jusqu'à la fin de la période approuvée. La Directrice générale recommande au Conseil d'administration d'approuver le prélèvement supplémentaire sur la masse commune des ressources d'un montant de 2 502 000 dollars pour 1998-1999 en vue de la réalisation des objectifs du programme de pays tels qu'initialement approuvés par le Conseil.

* E/ICEF/1998/12.

** Les chiffres figurant dans le présent document sont définitifs et tiennent compte des soldes non utilisés au titre de la coopération au programme à la fin de 1997. Ces chiffres seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 1998 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires (E/ICEF/1998/P/L.21).

1. Le programme de pays en cours d'exécution pour la République démocratique du Congo, qui porte sur la période 1998-1999, a été approuvé par le Conseil d'administration en 1997 pour un montant de 16 144 000 dollars à prélever sur la masse commune des ressources et un montant de 12 millions de dollars à prélever sur les fonds supplémentaires (E/ICEF/1997/P/L.21). À l'époque, le niveau de planification de la masse commune des ressources pour la République démocratique du Congo, calculé en fonction des critères approuvés par le Conseil d'administration [nombre d'enfants, produit national brut (PNB) par habitant et taux de mortalité chez les enfants âgés de moins de 5 ans (TMM5)], s'établissait à 8 072 000 dollars par an.

2. Depuis lors, compte tenu du TMM5 et du PNB par habitant, les niveaux de planification du programme de pays ont été portés à 8 879 000 dollars pour 1998 et 9 767 000 dollars pour 1999. De ce fait, un prélèvement supplémentaire de 2 502 000 dollars est nécessaire en vue de la réalisation des objectifs du programme de pays tels qu'approuvés par le Conseil d'administration. Une recommandation concernant le programme de pays pour la période 2000-2002 sera soumise au Conseil d'administration en 1999. Elle sera synchronisée avec le plan national de développement triennal du Gouvernement et harmonisée avec les cycles de planification des institutions membres du Groupe consultatif mixte des politiques.

3. Le programme de pays approuvé en 1997 continue de mettre l'accent sur les soins de santé primaires, l'éducation de base, la protection des enfants et des femmes et le développement des politiques sociales. Le montant supplémentaire prélevé sur la masse commune des ressources servira à donner plus d'ampleur aux activités en cours, qui ont déjà été couronnées de succès dans un certain nombre de domaines. Le programme est synchronisé avec les interventions d'urgence au titre du programme humanitaire interinstitutions en faveur des pays des Grands Lacs et d'Afrique centrale.

4. En raison du succès remporté par les journées locales de vaccination dans 47 villes en 1997, succès qui s'est traduit par une augmentation remarquable de la couverture vaccinale contre la poliomyélite, il est prévu d'organiser des journées nationales de vaccination en 1998. L'accès à des services de vaccination systématique s'est fortement développé grâce à des livraisons de matériel, à l'appui apporté pour le renforcement des capacités nationales en matière de microplanification, de contrôle et de surveillance ainsi que de mobilisation sociale. Un modèle d'ensemble minimum de soins de santé primaires au niveau de la communauté et de soins obstétricaux essentiels au premier niveau de recours a été mis en application avec succès dans cinq circonscriptions de santé de trois provinces.

5. Le programme d'éducation progresse conformément aux prévisions. Quelque 125 écoles dans huit des onze provinces ont été relancées et 2 000 enseignants formés. Une stratégie nationale d'"éducation à la vie" a été définie et elle est actuellement expérimentée.

6. Les enfants soldats démobilisés ont commencé à bénéficier d'un programme de réinsertion sociale dans deux lieux déterminés du pays et il est actuellement préconisé d'appliquer le programme à l'échelle nationale pour tous les enfants soldats. Les services destinés aux enfants ayant besoin d'une protection

/...

particulière ont été renforcés, en concertation avec le Gouvernement et les organisations non gouvernementales.

7. Les activités de sensibilisation, y compris les séminaires et ateliers, ont avant tout pour but d'exercer une influence sur la rédaction et l'approbation de la nouvelle Constitution afin que celle-ci s'inspire des dispositions adéquates de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le pays a présenté son premier rapport au Comité des droits de l'enfant.

Besoins supplémentaires de financement

(En dollars des États-Unis)

<u>Cycle de programmation en cours</u>	<u>Financement approuvé sur la masse commune des ressources</u>	<u>Financement supplémentaire proposé</u>
1998-1999	16 144 000	2 502 000
